

Les terres convoitées

Bernard et Marie-Annick Jeuneau sont membres de la Communion, famille évangélique de Laïcs, Sœurs et Frères Missionnaires des campagnes. Bernard a effectué plusieurs séjours à Madagascar chargé d'une mission du Secours Catholique.



Bernard et Marie-Annick Jeuneau.

Les achats de terres cultivables s'accroissent dans le monde. D'après un rapport de l'ONU, les investisseurs étrangers ont acquis près de vingt millions d'hectares de terres arables dans les pays en développement. *Cette surface correspond à la totalité des terres de la France, dit ce rapport.*

La société Agro Génération achète 25 000 hectares en Ukraine. On parle encore de la Mongolie, de l'Argentine ou du Soudan. Après l'Indonésie, Madagascar est une cible idéale. L'Afrique est très fortement prospectée, à tel point que certains s'inquiètent pour le devenir de la faune sauvage.

Les terres agricoles deviennent un placement très convoité et qui peut rapporter gros, alors que la population mondiale devrait augmenter de 50 % en quarante ans, et qu'il faudra nourrir ces nouveaux arrivants. Oui, la nourriture est aujourd'hui une arme.

Madagascar une cible idéale...

...avec ses vastes terres non défrichées ; c'est pour cela qu'une société Indienne y a loué 465 000 ha ces dernières années et que Daewoo veut y mettre la main sur 1,3 million d'hectares. La production, principalement maïs et palmiers à huile, est destinée à l'exportation, et non au marché local.

La Grande Ile répond d'autant plus aux critères d'un pays à brader que son territoire, immense, est pour l'heure en grande partie inexploité : sur trente-cinq millions d'hectares de terres arables, les terres cultivées représentent trois millions d'hectares.

A Madagascar plus de 70 % de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté, et la moitié des enfants de moins de trois ans souffrent de retard de croissance dû à la malnutrition. Pourtant ce pays a un potentiel agricole, mais la plupart des paysans produisent pour se nourrir. Ils n'ont pas les moyens financiers, ni culturels, pour s'ouvrir à une économie de marché. La plupart n'ont aucune épargne, les taux de crédit sont élevés : entre 18 et 25 %.



Une nouvelle forme de colonialisme

Ici, la terre, c'est une question sensible, elle est celle des ancêtres. Les gens n'ont pas envie de vivre une nouvelle forme de colonialisme, où leurs terres seraient confisquées pour des cultures de rente, qui rapporteraient beaucoup aux colons, mais ne nourriraient pas les Malgaches.

Une grande partie des terres concernées sont déjà exploitées. Il y a des milliers de familles qui y travaillent et pour qui c'est la seule source de revenu. Depuis des générations, la terre leur appartient.

Une stratégie de développement ne peut pas ne pas tenir compte des millions de paysans de la Grande Ile, qui constituent plus de 70 % de sa population. De plus, marginaliser le paysannat malgache serait suicidaire pour l'ensemble de la société, car cela provoquerait un exode rural plus rapide et plus massif vers les banlieues de villes inadaptées, et où s'entassent déjà de grandes pauvretés.



Dépouiller la Grande Ile de l'une de ses principales richesses naturelles constituerait un facteur d'appauvrissement des populations et déclencherait des conflits. Qui peut prévoir ce qui se passera le jour où les malgaches auront faim et verront leurs produits alimentaires partir vers des pays riches ?

Il est fort probable qu'aucune politique d'intégration ne sera développée, et que ces groupes arrivant constitueront des enclaves étrangères dans le pays, des États dans l'État. Ils seront Chinois, Indiens ou



Coréens, avant d'être Malgaches. N'y aurait-il pas un risque d'affrontements ethniques ?

Une mutation avec et pour les paysans malgaches

La terre est l'un des éléments de la souveraineté nationale, et plus précisément de la souveraineté économique. Il revient aux pouvoirs publics de permettre aux nationaux de mettre en valeur le potentiel agricole de leurs terres, et de vendre les produits récoltés à ceux qui souhaiteraient en acquérir.

Aux gouvernants de mettre en œuvre des politiques de modernisation de l'agriculture. Cette politique intègre une part de protectionnisme. Elle est celle de tous les pays riches ; les Etats-Unis et l'Europe subventionnent très fortement leur agriculture nationale.

Les évolutions paysannes sont toujours lentes. Le monde rural malgache doit faire sa mutation, y compris sur le plan agraire. Cette mutation doit se faire avec et pour les paysans malgaches.

Si l'objectif est bien de donner à l'ensemble du monde rural les moyens de gérer son propre avenir, des opérations ponctuelles, accompagnées par des étrangers apporteurs de « savoir faire » et soucieux des paysans malgaches, donc respectueux d'une véritable démarche sociétale, pourraient s'avérer positives. Sans empiéter sur les terres des paysans, ni aliéner le patrimoine national, elles pourraient devenir un facteur d'entraînement et préfigurer ainsi l'agriculture malgache de demain, ce qui favoriserait la prospérité du pays.

Bernard JEAUNEAU

Murs-Erigné (Maine-et-Loire)
Jeauneau.bernard@aliceadsl.fr